

N°477 **Une stratégie francophone pour Copenhague**

09.11.24 **L'IEPF, organe de lutte contre les changements climatiques**

(MFI) L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est né en 1988 de la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée pour le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. Cette action a été élargie à l'Environnement en 1996.

Basé à Québec, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) a pour mission de contribuer au renforcement des capacités nationales et au développement de partenariats dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, à travers une meilleure gestion et utilisation des ressources énergétiques et l'intégration de l'environnement dans les politiques nationales dans une perspective durable et équitable. Les interventions spécifiques de l'IEPF – formation, information, actions de terrain et concertation – sont menées en synergie avec les autres programmes de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et notamment ceux issus du Cadre stratégique décennal de la Francophonie autour du thème « Développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité ».

Les statuts de l'IEPF, adoptés à la conférence générale de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie à Paris, le 29 novembre 1999, prévoient un [Conseil d'orientation](#) nommé pour deux ans et composé de 9 membres. L'actuelle directrice est la Sénégalaise Fatima Dia Touré. La programmation s'articule autour de projets destinés à améliorer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies nationales de développement durable, et à améliorer l'information pour le développement durable. Autre priorité, l'amélioration de l'accès des pays francophones en développement aux financements et aux fonds et mécanismes dédiés à l'environnement mondial. Le développement des pratiques de gestion durable des ressources naturelles et de l'énergie est aussi au menu ainsi que l'accroissement de la maîtrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement (MOGED).

Aider les membres à mieux participer à des négociations de plus en plus complexes

L'IEPF s'attache aussi à aider les pays francophones en développement à mieux participer aux processus de régulation multilatérale et aux négociations sur l'environnement et le développement durable, qui sont de plus en plus complexes. Ce volet cherche également à susciter des concertations permettant un échange d'information et, le cas échéant, le développement de positions convergentes sur les grands enjeux internationaux.

En 2006, l'IEPF a donc lancé une initiative visant à accroître les capacités des pays francophones en développement à participer aux négociations internationales sur la gestion durable des terres et forêts, la dégradation des sols et la désertification et remet à jour régulièrement de l'information sur les enjeux, la portée et le déroulement des négociations reliées à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), au Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF), à la Convention de Ramsar sur les zones humides et aux autres processus de régulation multilatérale relatifs à la gestion durable des terres et forêts, la dégradation des sols et la désertification.

Un portail internet vient également appuyer le « Réseau Francophone sur la gestion durable des terres », mis sur pied et animé par l'IEPF qui regroupe, entre autres, les points focaux des pays francophones responsables de la CNULD et du FNUF. On retrouve également sur ce portail des liens vers les sites Internet pertinents et une liste d'autres sources d'information francophones (livres, brochures, études, etc.). Il comporte aussi un calendrier des principaux événements internationaux en matière de gestion durable des terres et des forêts, de dégradation des sols et de désertification et répertorie de nombreux acteurs (centres de recherche, ONGs, organisations internationales, etc.)

impliqués dans ce domaine.

Par ailleurs, une initiative de renforcement de capacités similaire a été mise en œuvre par l'IEPF dans le cadre des négociations visant à aboutir, éventuellement en 2010, à un accord international sur l'Accès aux ressources génétiques et le Partage équitable des Avantages résultant de leur utilisation (APA), ceci sous l'égide de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique.

Partager l'information et rechercher les consensus

Depuis la Conférence de Tunis en 1991, la Francophonie organise systématiquement, en marge des grandes conférences internationales sur l'environnement, des activités de préparation aux négociations pour ses pays membres et des concertations visant le partage de l'information et la recherche de consensus à porter aux tables de négociation. La préparation aux négociations comprend, avant les sessions, des ateliers et la diffusion d'un guide du négociateur, et en aval, des formations aux techniques de négociation et la production de publications spécialisées.

L'OIF/IEPF s'est mobilisé pendant toute l'année 2009 pour accompagner les pays membres, avec l'organisation d'une série d'ateliers et d'événements parallèles lors des conférences onusiennes préparatoires à la Conférence de Copenhague. Le public visé est constitué des décideurs politiques et administratifs, des négociateurs de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, des experts sectoriels et autres. Les objectifs sont de doter ce public d'outils facilitant sa compréhension des enjeux et du processus des négociations. Pour les pays africains, ce programme vise également à promouvoir la prise en compte de leurs priorités de développement durable dans l'élaboration des instruments, mécanismes, et protocoles ainsi que dans la mise en place des fonds et des autres dispositions du régime climat post-2012.

Marie Joannidis

La Francophonie et le développement durable : un objectif chiffré

(MFI) La Francophonie a pris fermement position ces dernières années en faveur du développement durable pour assurer un meilleur avenir à la planète.

Le dernier Sommet des Chefs d'État et de gouvernement, à Québec, en octobre 2008, a réaffirmé son attachement aux actions de l'OIF en matière d'environnement et notamment de changement climatique. A cette occasion, les pays membres ont exprimé leur solidarité avec la communauté internationale et leur détermination à intégrer les changements climatiques dans leurs stratégies de développement. Les chefs d'État et de gouvernement de l'OIF se sont montrés déterminés à coopérer pour que les pays francophones « *puissent mettre au point des politiques nationales en vue de réaliser, entre autres, l'objectif commun de réduire d'au moins 50 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050* ».

Déjà, au sommet de Ouagadougou en 2004, la [déclaration adoptée](#) par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OIF avait souligné l'importance attachée par la Francophonie à une vision globale du développement durable. Les dirigeants francophones avaient estimé que « *le développement sera durable s'il repose sur cinq piliers, à savoir la gestion maîtrisée et saine des ressources naturelles, un progrès économique inclusif et continu, un développement social équitable faisant appel à la tolérance et s'appuyant sur l'éducation et la formation, des garanties de démocratie et d'Etat de droit à tous les citoyens et une large ouverture à la diversité culturelle et linguistique* ».

M. J.